CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE
NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU
CONSEIL DE TERRITOIRE

PACTE DE SECURITE ET DE COHESION SOCIALE DE MARSEILLE – AIDES AU TRANSPORT – APPROBATION D'UN AVENANT N°1 A LA CONVENTION AVEC LA MISSION LOCALE DE MARSEILLE ET D'UN AVENANT N°2 A LA CONVENTION AVEC POLE EMPLOI
AVIS DU CONSEIL DE TERRITOIRE

En 2014, dans le cadre du pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille, l'Etat a demandé à Marseille Provence Métropole (MPM) de contribuer à la mise en œuvre d'aides à la mobilité.

Il a donc été proposé que la Communauté urbaine contribue à l'aide à la mobilité de jeunes en garantie jeunes (dispositif expérimental généralisé en 2017 en Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie PACEA) et de demandeurs d'emploi adhérents des clubs ambition ou du PLIE MPM Centre en leur mettant à disposition le titre de transport le plus adapté à leur situation (cartes hebdomadaires, tickets...) et en demandant à la Mission Locale et à Pôle Emploi de s'assurer de leur bon usage.

Par délibération HPV 004-344/14/CC en date du 18 juillet 2014, le Conseil de Communauté a donc attribué une subvention de 99 800 euros à la Mission Locale de Marseille pour apporter une aide à la mobilité à 230 jeunes dans le cadre du dispositif « garantie jeunes », et une subvention de 100 200 euros à Pôle Emploi pour apporter une aide à la mobilité à 595 personnes dans le cadre du dispositif « clubs ambition » et à 20 personnes adhérentes du PLIE MPM Centre.

La subvention 2014 accordée à la Mission Locale a été soldée : des abonnements RTM annuels ont été accordés à 408 jeunes en garantie jeunes.

Par contre, Pôle Emploi, qui avait démarré la mise en œuvre de cette action plus tardivement, n'avait pas atteint les objectifs initiaux fin 2015.

Le 25 septembre 2015, par délibération HPV 012-1278/15/CC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a attribué une subvention pour l'année 2015 à la Mission Locale de Marseille pour des jeunes bénéficiant de la garantie jeunes, mais cette fois-ci, pour des titres de transport mensuels, ce qui a permis d'améliorer le suivi de l'action ; et a prorogé la convention votée le 18 juillet 2014 avec Pôle Emploi en réajustant les objectifs concernant le public concerné dans un avenant n°1.

Le 11 janvier 2017, un comité de pilotage s'est tenu avec les partenaires concernés :
✓ des représentants de la Mission Locale ont fait état d'un bilan au 31 décembre 2016 selon lequel 313 bénéficiaires en garantie jeunes ont bénéficié d'un titre de transport, pour une consommation de 31 275 euros, du fait de la perception tardive des fonds et de la réduction du nombre de jeunes bénéficiant de la garantie jeunes en 2016.

✓ des représentants de Pôle Emploi ont fait état d'un bilan selon lequel, depuis le démarrage de l'action, 636 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'un ou plusieurs titres de transport mensuels (1 116 au total) pour une consommation de 36 798 euros au 31 décembre 2016.

Aussi est-il proposé au Conseil de la Métropole d'élargir le champ des bénéficiaires de ce dispositif pour mieux répondre à la demande de mobilité des jeunes reçus par la Mission Locale et du public reçu par Pôle Emploi, mais toujours à condition qu'ils soient issus des Quartiers Politique de la Ville ou des Quartiers de Veille de Marseille.

Un avenant n°1 à la convention n°15/1901 exécutoire à dater du 20 janvier 2016 passée avec la Mission Locale de Marseille propose d'élargir le public éligible aux jeunes suivis par la Mission Locale et/ou accueillis par l'EPIDE (Etablissement pour l'Insertion par l'Emploi).

Un avenant n°2 à la convention n°14/1574 exécutoire à dater du 30 septembre 2014 passée avec Pôle Emploi propose d'élargir le public éligible aux demandeurs d'emploi

- suivis par Pôle Emploi au titre d'accompagnements intensifs (accompagnements intensifs jeunes, clubs ambitions, autre...),
- adhérents du PLIE MPM Centre,
- entrant en formation pour un délai supérieur à un mois,
- accueillis par l'EPIDE (Etablissement pour l'Insertion par l'Emploi).